

Mesdames, Messieurs,

Je souhaite tout d'abord remercier les membres de l'*Association Française Pour un Enseignement Ambitieux et Humaniste* qui ont organisé cette journée et nous permettent, à nous parents, de nous exprimer sur le sujet de la mixité sociale à l'école.

L'enjeu est fort, assurer la cohésion nationale.

Je vais commencer mon propos par un retour en arrière...

Pour Jules Ferry, l'enseignement primaire devait être gratuit, laïc et obligatoire afin "d'assurer l'avenir de la démocratie et de garantir la paix sociale". Le but recherché n'étant pas tant d'instruire que de fortifier la nation en assurant la formation des citoyens.☐

Cette école primaire devait donc dispenser les fondamentaux, forger une idéologie républicaine et un savoir communs enseignés par des instituteurs laïcs, formés et payés par l'état.

Elle devait également permettre de former sur les mêmes bancs, des citoyens d'origines et de classes sociales différentes.☐

Depuis les années 1970, cinquante ans d'expérimentations scolaires parfois hasardeuses (méthode de lecture globale et autres mathématiques dites modernes) ainsi que de réformes successives ont transformé l'école sans qu'on puisse toujours distinguer le but recherché ou en comprendre les bienfaits individuels ou collectifs.

L'accès des enfants des classes les moins favorisées aux cursus prestigieux a reculé, les inégalités se sont creusées alors que l'essence même de l'école telle qu'elle a été conçue par les républicains de 1882 était au contraire une conception de l'excellence au service du pays et la possibilité donnée à chaque enfant de s'élever dans l'échelle sociale par les vertus du travail et du savoir. L'école n'est pas un lieu d'amusement mais d'apprentissage, lequel n'est pas toujours synonyme de félicité permanente.

Revenons de nos jours, le premier point à souligner est que l'éducation nationale n'est pas à la source des dynamiques ségrégatives, elle les subit bien souvent.

La ségrégation scolaire est d'abord le fruit d'une ville de plus en plus clivée socialement et ethniquement.

La mixité sociale à l'école ne se décrète pas et toutes les politiques volontaristes se heurtent d'abord à la non mixité de nos villes, de nos quartiers.

Comment favorise-t-on la mixité sociale aujourd'hui ?

Il me semble que quand certains de nos politiques abordent la question de la mixité sociale à l'école, au lieu de se demander comment obliger les élèves des CSP les plus favorisées à être scolarisés dans certains établissements ou les empêcher de quitter les établissements publics, au lieu d'essayer d'inclure l'enseignement privé sous contrat dans une politique globale d'affectation, il serait plus intéressant de se poser les véritables questions.

Pourquoi le public attire-t-il moins qu'avant ?

Pourquoi des familles traditionnellement attachées à l'enseignement public et laïc dont les enfants n'ont pas de problème particulier se tournent-elle vers l'enseignement privé ?

Pourquoi des familles athée ou d'autre confession choisissent-elles l'enseignement catholique ?

Pourquoi, plutôt que d'essayer de priver les familles du choix de l'établissement, ne pas réfléchir aux raisons pour lesquelles certains établissements publics n'attirent plus ?

C'est une erreur fondamentale que de partir du principe que privé et public ne sont pas différents.

C'est en particulier faire peu de cas de la laïcité.

La mixité sociale est un facteur d'amélioration du sentiment d'appartenance à l'école, elle contribue à la cohésion sociale en prévenant les dérives de certains jeunes.

Appartenir à un groupe social varié stimule également les espérances scolaires et professionnelles des élèves d'origine défavorisée, elle réduit aussi l'auto-censure dans les choix d'orientation.

Mais essayer de forcer la mixité sociale par des découpages de secteurs en allongeant les durées de trajet des élèves ne marche pas. Allonger les trajets est mauvais pour la santé, la sécurité et le bien être des enfants.

Pour les collèges les exemples sont nombreux, ces décisions ne font que renforcer la capacité de sélection du privé, baisser le niveau du public.

Pour Affelnet, les points boursiers ont permis d'ouvrir les portes de certains lycées prestigieux aux élèves boursiers qui n'auraient pas pu y accéder.

Cette politique volontariste a donné des résultats intéressants mais depuis maintenant 3 ou 4 ans, les effets pervers sont trop nombreux en particulier dans le district Est de Paris, le plus vaste, le plus peuplé et celui où la proportion de boursiers est la plus importante. De nombreuses familles d'élèves non boursiers vivent comme une injustice de ne plus avoir accès à certains établissements du fait de l'importance du bonus boursier.

J'ajouterai en outre si d'aventure on incluait le sous contrat à Affelnet ou autre, on donnerait du même coup un service au hors contrat et la, ça serait la fin du système éducatif tel que nous le connaissions.

Que faire pour plus de mixité ?

Pas de mixité sans un cadre républicain fort !

Le drapeau tricolore flotte à l'entrée des écoles, « liberté, égalité, fraternité » est inscrit sur le fronton de nos écoles mais il est fondamental qu'il règne un cadre fort au sein et aux alentours des établissements.

L'école est le lieu de la première grande socialisation, l'obligation d'apprendre dès le plus jeune âge à vivre en groupe en faisant fi de ses particularités pour accepter des règles communes et impartiales. Les problèmes de sécurité dans ou aux alentours des lycées dont la presse se fait l'écho régulièrement que ce soit à Paris en banlieue ou partout en France sont inacceptables.

Les blocus pour des raisons parfois sans rapport direct avec les élèves, organisés par des minorités d'élèves, parfois non scolarisés dans les établissements, sont inacceptables.

La sécurité des élèves, pour la très grande majorité mineurs, et des personnels doit être assurée.

La sécurité des enfants est la première préoccupation des parents, de tous les parents.

Les images que nous voyons, avec des forces de police qui ne peuvent intervenir et rétablir la sécurité et l'ordre autour des établissements, sont désastreuses pour la république bien sur et pour les établissements publics.

Dans ces conditions, comment critiquer les parents qui se tournent vers le privé ?

La conséquence est de laisser les plus fragiles dans le public.

Ensuite, comment réaliser la mixité si certaines communautés sont exclues de fait de l'école publique dans certains quartiers.

Comme le rapport Obin le relevait dès 2004, dans certains quartiers, les enfants de confession juive ont totalement disparu des écoles publiques, l'inspection générale Etablissements et vie scolaire signalait dès 1996 dans un rapport sur les ZEP que le principal d'un collège de Lyon avait été obligé d'organiser le départ en cours d'année des deux derniers élèves juifs de son établissement.

Quand je parle de cadre républicain fort, j'appelle à un respect absolu des personnels par les élèves et les familles.

Le professeur, dont l'image dans la société a été malmenée, dont la noble mission est d'aider à façonner des adultes responsables, doit être respecté.

Les enseignants d'éducation prioritaire estiment consacrer au collège 21% du temps de classe à l'instauration et au maintien d'un climat de classe favorable, contre 16% hors éducation prioritaire et 12% dans le privé.

En conséquence, quand un élève inscrit dans le privé a fait 3h de français, celui sur qui une attention particulière doit être portée n'en a fait que 2h30.

Vous me direz que c'est une conséquence de la non mixité sociale, peut-être, mais quelque soient les élèves, les familles, leurs origines, ils doivent respecter les professeurs.

les dernières réformes n'aident pas la mixité...

Au premier rang la réforme des rythmes scolaires, elle a provoqué une ruée de nombreux parents vers le privé.

Cette réforme, loin de ses objectifs théoriques d'adapter le rythme scolaire au rythme chrono-biologique de l'enfant, a pour conséquence d'allonger le temps de présence des enfants à l'école, d'augmenter leur fatigue du fait de la multiplication des intervenants, en plus de compliquer la vie des familles.

Les écoles privées n'étant pas obligées à appliquer cette réforme, elles ont attirés de nombreuses familles...

La réforme du collège

La baisse des objectifs, diminution du nombre d'heures hebdomadaires, disparition des sections bilangues et européennes, langues anciennes, institutionnalisation de l'accompagnement personnalisé en classe entière.

Chacun d'entre vous est conscient des conséquences de cette réforme mortifère sur tous les élèves mais encore plus sur les plus vulnérables, je n'insisterai donc pas.

On nous dit que le latin et le grec, l'étude de la grammaire, de la géométrie sont discriminantes ?

C'est insulter les enfants !

A partir du moment où l'on interdit à l'école de transmettre la culture, au motif qu'elle est discriminatoire, on rend l'origine sociale plus discriminante que jamais.

Ces sections bilangues ou européennes, les groupes de langues anciennes, étaient particulièrement importantes dans les quartiers difficiles, elles offraient la possibilité à tous les élèves qui en avaient les capacités d'aller plus loin, et renforçaient l'attractivité des établissements publics.

Dans le même temps, les établissements privés appliquent bien sur la réforme mais continuent à proposer des classes bilangues, les options latin/grec parfois à travers des activités périscolaires qui complètent les horaires de cours et permettent contourner la réforme. Ils insistent sur la prise en charge des élèves en difficultés, précoces, climat propice aux études, pédagogie personnalisée, rythmes scolaires et sur l'étude des matières fondamentales.

Tout ce qui n'est plus mis en avant dans l'école publique.

C'est la confiance en la qualité d'un établissement qui détermine le comportement des familles.

Et qu'attendent les familles de l'école, que veulent-elles ?

Non la grande majorité des familles ne cherche pas l'entre soi, les parents ne cherchent pas la ségrégation scolaire, ils la subissent.

Les parents veulent une école où leurs enfants sont en sécurité, une école qui donne des bases solides, qui revient aux fondamentaux sur lesquels tout se construit, qui forme l'esprit et le sens critique nécessaires à la compréhension d'une société dans laquelle

l'information toujours plus rapide et toujours plus fournie doit être impitoyablement triée, classée, hiérarchisée et questionnée avant de pouvoir être utilisée.

Un lieu au sein duquel sont instruits des citoyens responsables, intellectuellement structurés, formés pour le monde de demain et ses défis...

Une école bienveillante qui favorise l'excellence pour tous par l'effort et le travail.